

## CHAPITRE 13

### LA PLACE DES VILLES DANS LES CHEMINEMENTS MIGRATOIRES : un exemple de migrations kabyè à travers le Togo

Yves MARGUERAT

Pour bien comprendre les migrations vers les villes et les modalités de leur insertion dans leur milieu d'accueil, il faut d'abord les resituer dans l'ensemble des déplacements des populations, y compris ceux qui se dirigent vers les campagnes. La localisation des uns et des autres, au moment où ils sont photographiés par les recensements et les enquêtes, n'est que la résultante de mouvements « browniens » d'une extraordinaire complexité, dans l'espace, mais aussi dans le temps, d'où l'utilité, à côté des recensements qui localisent, des enquêtes « longitudinales », qui permettent de reconstituer les parcours.

Le Togo est particulièrement intéressant pour saisir l'importance de ces migrations urbaines et rurales : le recensement général de 1981 a montré que 21,5 % des habitants du pays ne résident pas dans la préfecture de leur naissance. 585.000 personnes se sont déplacées : 185.000 à Lomé (sur les 450.000 habitants de la préfecture du Golfe) et 400.000 dans le reste du pays, où l'ensemble de la population des villes ne représente que 300.000 habitants, dont vraisemblablement 180.000 à 200.000 natifs. Il y a donc eu, au Togo, 280.000 à 300.000 « migrants ruraux », autant que vers l'ensemble des villes. La préfecture toute rurale et sous-peuplée de Sotouboua (dont le chef-lieu n'est qu'un gros bourg de 10.000 âmes) a reçu 55.000 immigrants (face à 85.000 natifs), celle de l'Ogou (avec la dynamique cité d'Atakpamé : 30.000 habitants) 50.000 immigrants, le Kloto (avec Kpalimé, plus engourdie : 25.000) : 40.000, la Wawa (où Badou ne compte guère) : 30.000... Inversement, la préfecture de la Kozah a perdu 45.000 de ses natifs (sur 170.000, soit un quart), les Lacs 40.000, le Zio et le Kloto 30.000 (le bilan de ce dernier est donc légèrement positif, mais près du quart de sa population en est soit sorti, soit entré)... Pour compliquer les choses, on s'aperçoit que 140.000 de ces migrants ne sont pas nés au Togo (dont 40.000 de ceux de Lomé) : le quart des mouvements d'immigration a franchi les frontières, ce qui doit rendre prudent quant aux extrapolations démographiques possibles vers les décennies à venir.

Pour illustrer cet enchevêtrement des migrations vers les villes et vers les campagnes, les déplacements des Kabyè sont fort significatifs. Ce groupe de 380.000 ressortissants au Togo (soit le deuxième du pays par la taille) compte 320.000 ruraux, dont 120.000 seulement sont présents dans les deux préfectures d'origine, la Kozah et la Binah (soit 38 %), et 200.000 ont émigré : 60.000 dans le Sotouboua (1), 30.000 dans l'Ogou, autant dans le Kloto... Parmi les

(1) Certains y sont nés, enfants des premières générations de migrants.

60 000 urbanisés, on n'en dénombre que 15.000 sur place, à Kara, le chef-lieu régional, pourtant en croissance rapide ; c'est moins qu'à Lomé (20.000) et à peine deux fois plus que les 8.000 du centre bien peu urbain qu'est Sotouboua, à 120 km au sud de Kara. Comment se distribuent entre ces divers chemine-ments les membres de cette ethnie si mouvante ? Nous essaierons de le voir à partir d'un exemple concret qui permet un suivi des migrations au fil de la vie des individus.

## 1. UN LIGNAGE KABYE ET SON DEVENIR

Une enquête (en cours depuis plusieurs années) s'efforce de retrouver la totalité des descendants d'un ancêtre qui vivait à la fin du XVIIIème siècle, et dont les quatre fils s'étaient établis dans deux villages voisins à l'extrémité ouest de la montagne kabyè, Pya-Lao et Tchitchao (1). 332 « cousins » masculins de plus de 15 ans ont été enquêtés (2), dont 254 ont servi de base à une première synthèse, en 1985 (3). Nous n'utiliserons ici que les biographies qui ont été recueillies depuis, soit 78 hommes de plus de 15 ans, 100 épouses et 28 filles, soeurs et tantes (4)... Il s'agit des branches cadettes de ce vaste lignage ; les phénomènes migratoires y sont encore plus massifs que pour les branches aînées, dont un dixième environ des ressortissants vit encore ou à nouveau - pour les anciens migrants revenus - en pays kabyè.

En effet, la totalité de ces 206 adultes vit hors de la zone d'origine ! Les épouses et les filles du lignage mariées n'ont fait que suivre leurs maris ; du moins pour la résidence déclarée officiellement, car, en fait, elles se déplacent énormément, surtout quand elles sont commerçantes. L'on pourrait sans doute parler pour elles de « multirésidence », mais cette enquête-ci ne peut résoudre un tel aspect du problème. Les hommes de l'échantillon engagés dans la vie active (soit 29 agriculteurs, 9 artisans : menuisiers, maçons, transporteurs..., 7 militaires ou policiers, 5 encadreurs agricoles et 2 agents civils de l'Etat, dont un instituteur) et les jeunes scolarisés (26 garçons et 16 filles) sont donc ici plus significatifs que les 55 paysannes, les 41 commerçantes - qui, pour la plupart, ont également une activité agricole, en plus de leur négoce (surtout de produits vivriers) - et les 8 couturières.

Cette répartition professionnelle est très typique de l'évolution des Kabyè : un peuple paysan - les « vrais paysans africains », disait le géographe Enjalbert en 1956 - qui exploitait, avec des techniques intensives remarquables, des

---

(1) A 15 km au nord de Kara.

(2) Le premier problème est de retrouver les membres du lignage, complètement dispersés, ce qui exige de très nombreux va-et-vient entre les zones d'origines (où sont les vieux) et les régions de migrations. L'enquête est faite par un membre du lignage (instituteur), qui s'y intéresse vivement. Les généalogies sont reconstituées; les étapes migratoires et professionnelles sont notées et, si possible, expliquées; les âges sont calculés avec une bonne précision grâce au système des classes d'âge, qui situe chacun ; les réseaux sociaux sont esquissés.

(3) « Deux-cent-cinquante-quatre cousins, une étude en cours sur les migrations d'un lignage kabyè », in « Les migrations togolaises, bilan et perspectives », Lomé, UDR, 1987, 393 p. (pp. 41-84).

(4) Cette catégorie n'a pu être enquêtée exhaustivement.

massifs montagneux très peuplés où il vivait à la fois confiné et protégé, a commencé à partir des années 1925 et surtout des années 1950 un mouvement migratoire d'une ampleur exceptionnelle, puisque, on vient de le voir, les deux-tiers des Kabyè n'habitent plus, selon le recensement de 1981, leur région d'origine (1). Cette migration a d'abord été presque exclusivement rurale, vers les « terres neuves » des plaines du centre du pays (en gros entre Sokodé et Notsé), puis, dans un deuxième temps, vers les plantations de café et de cacao de l'ouest de la Région des Plateaux (2).

Ces migrants ruraux prudents et efficaces ont commencé à s'orienter vers d'autres activités : un peu (très peu) d'artisanat (menuiserie, maçonnerie, mécanique, taxi...), presque pas de commerce (du moins pour les hommes), quelques fonctionnaires (de rang en général assez subalterne), dont beaucoup d'agents des services techniques de l'agriculture, et un assez grand nombre de membres des diverses forces publiques (armée, gendarmerie, police, douane...); ces dernières catégories sont d'autant plus nombreuses que, depuis la première décennie de l'Indépendance, une politique systématique de rééquilibrage a été entreprise dans la nation togolaise au profit d'un Nord resté, jusque là, très peu touché par les diverses modernisations.

La grande révolution, pour un peuple qui a massivement conservé son homogénéité (sur les 100 épouses, 92 sont kabyè, face à 7 éwé et 1 kotokoli ; sur les 13 filles mariées, 12 le sont à un Kabyè et 1 à un Ewé), a été l'essor brutal de la scolarisation (masculine pour les plus âgés, pour tous pour les plus jeunes) : dans notre échantillon (épouses non kabyè exclues) tous les hommes de moins de 40 ans (et deux plus âgés) ont été à l'école (un quart ayant atteint le secondaire), mais seulement 2 des 45 femmes de 30 à 50 ans, 8 des 18 de 25 à 29 ans, 11 des 17 de 20 à 24 ans. Tous les garçons de moins de 25 ans (sauf quatre), toutes les filles de moins de 23 ans (sauf quatre) sont encore au collège ou au lycée.

L'alphabétisation oriente évidemment la profession : la quasi-totalité des salariés ont été scolarisés (3), ainsi que tous les artisans des deux sexes de moins de 47 ans, comme 8 des 17 commerçantes de 20 à 29 ans. Aucune des femmes scolarisées ne s'est déclarée paysanne. Cependant 5 des 29 agriculteurs ont commencé (et deux achevé) l'enseignement primaire (4).

Il y a donc nettement distribution des activités en fonction de l'âge (5) : les agriculteurs ont, en moyenne, 56 ans (deux seulement (6) ont moins de 30 ans) et les paysannes 52 (6 moins de 30 ans), les artisans ont 45 ans (39 si l'on exclut

(1) Dépassé cependant par celle de leurs voisins, les Losso, émigrés eux aux trois quarts.

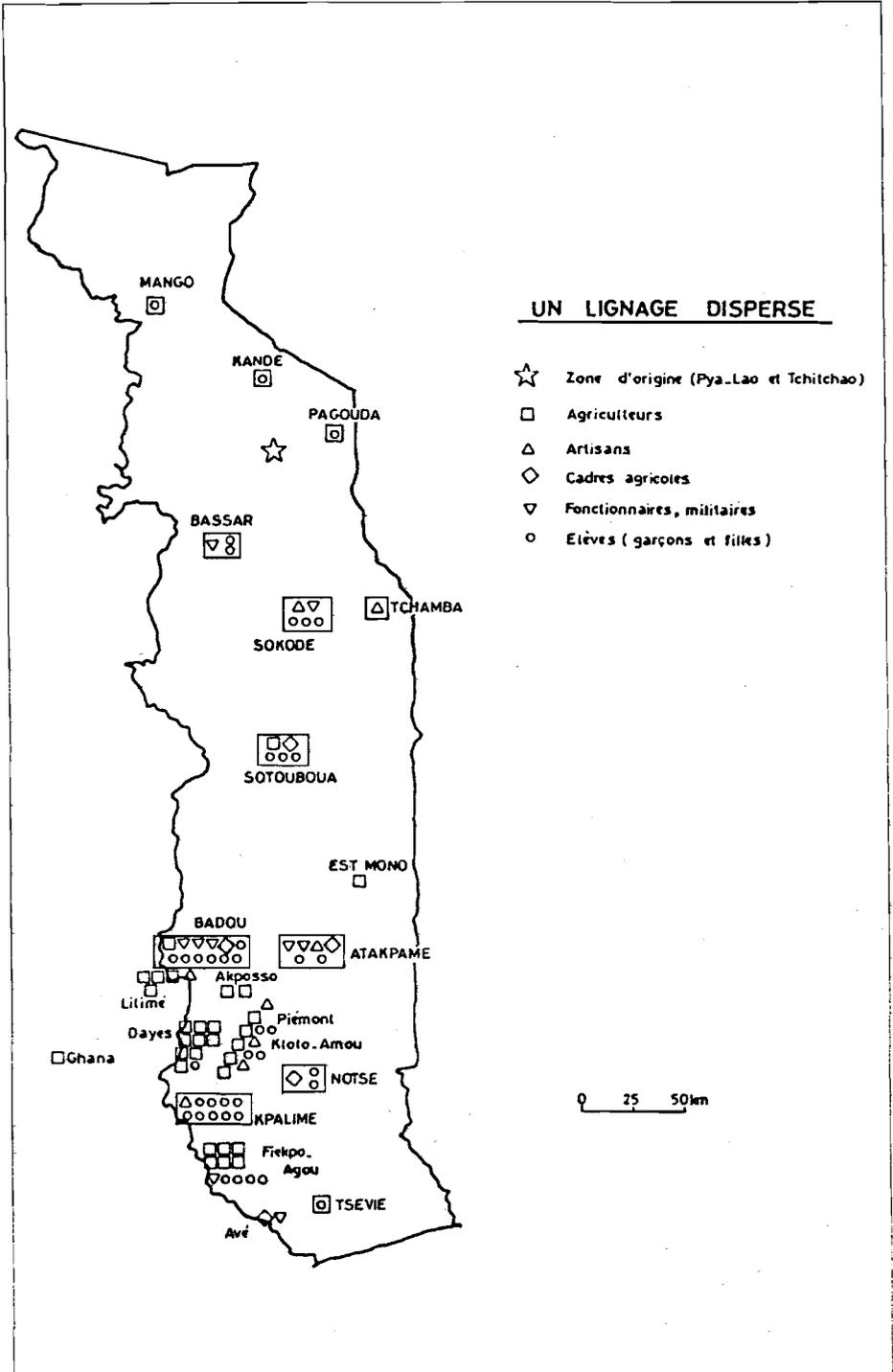
(2) Voir travaux en cours d'Anne-Marie Pillet-Schwartz, reprenant l'étude des migrants Kabyè de Bernard Lucien- Brun des années 1970.

(3) Hormis un militaire de 49 ans.

(4) Un jeune de 27 ans a fait l'école d'agriculture de Tové avant de retourner à la terre.

(5) Relativement bien connu, grâce au grand rite d'initiation du « whaa », qui rythme de cinq ans en cinq ans la vie des Kabyè et auquel chacun se réfère avec précision (les âges des plus vieux sont peut être tout de même enjolivés).

(6) Tous deux scolarisés.



Carte 1

un très vieux menuisier) et les couturières 38 ; les commerçantes ont en moyenne 34 ans et les divers salariés de l'Etat de 25 à 31. La scolarisation des jeunes Kabyè paraît signifier à court terme leur abandon massif de l'agriculture, si générale à leurs parents (86 % des plus de 50 ans des deux sexes) : les mutations principales sont donc à venir.

## 2. LA DISTRIBUTION DES MIGRANTS

La répartition actuelle des hommes actifs et des garçons et filles scolarisés (les épouses, en principe, ne font donc que suivre leurs maris) est l'effet de migrations généralisées - un seul (1) vit à son lieu de naissance - dont les orientations sont déterminées principalement par les choix professionnels : pratiquement tous les agriculteurs ont donné comme raison à leur déplacement « la recherche de bonnes terres » (certains précisant « à café ou à cacao »), mais on observe qu'en général, ils s'installent à côté d'un parent, d'un ami déjà implanté. Les artisans, eux, cherchent les marchés porteurs et peuvent d'avantage explorer de nouvelles directions. Par contre, les salariés de l'Etat sont affectés autoritairement. Quant aux collégiens, ils ne vivent pratiquement jamais seuls ; trois des garçons et trois des filles sont avec leur père, tous les autres avec un tuteur, qui est parfois un frère aîné, un grand-père, un ami de la famille et, dans plus de trois-quarts des cas, une tante ou (surtout) un oncle, toujours paternel (2), (carte 1).

48 % de l'échantillon est en milieu rural, dont 93 % des paysans (les autres agriculteurs sont à Sotouboua et à Badou, villes bien peu citadines), qui vivent souvent dans de petits hameaux isolés au milieu des plantations. Les artisans se répartissent équitablement entre villes et villages, tandis que les fonctionnaires et surtout les scolarisés sont essentiellement en milieu urbain : respectivement 79 % et 86 % (3).

Les villes d'accueil sont soit de petits centres à prépondérance rurale : Notsé, Badou et Sotouboua (32 %, 34 % et 45 % d'actifs ruraux au recensement de 1981), qui reçoivent les paysans (4), les fonctionnaires de l'agriculture et quelques scolarisés, soit les trois principales villes des Régions du Centre et des Plateaux : Sokodé, Atakpamé et Kpalimé, qui ont accueilli 22 % de l'échantillon, c'est-à-dire le tiers des artisans et le tiers des scolarisés.

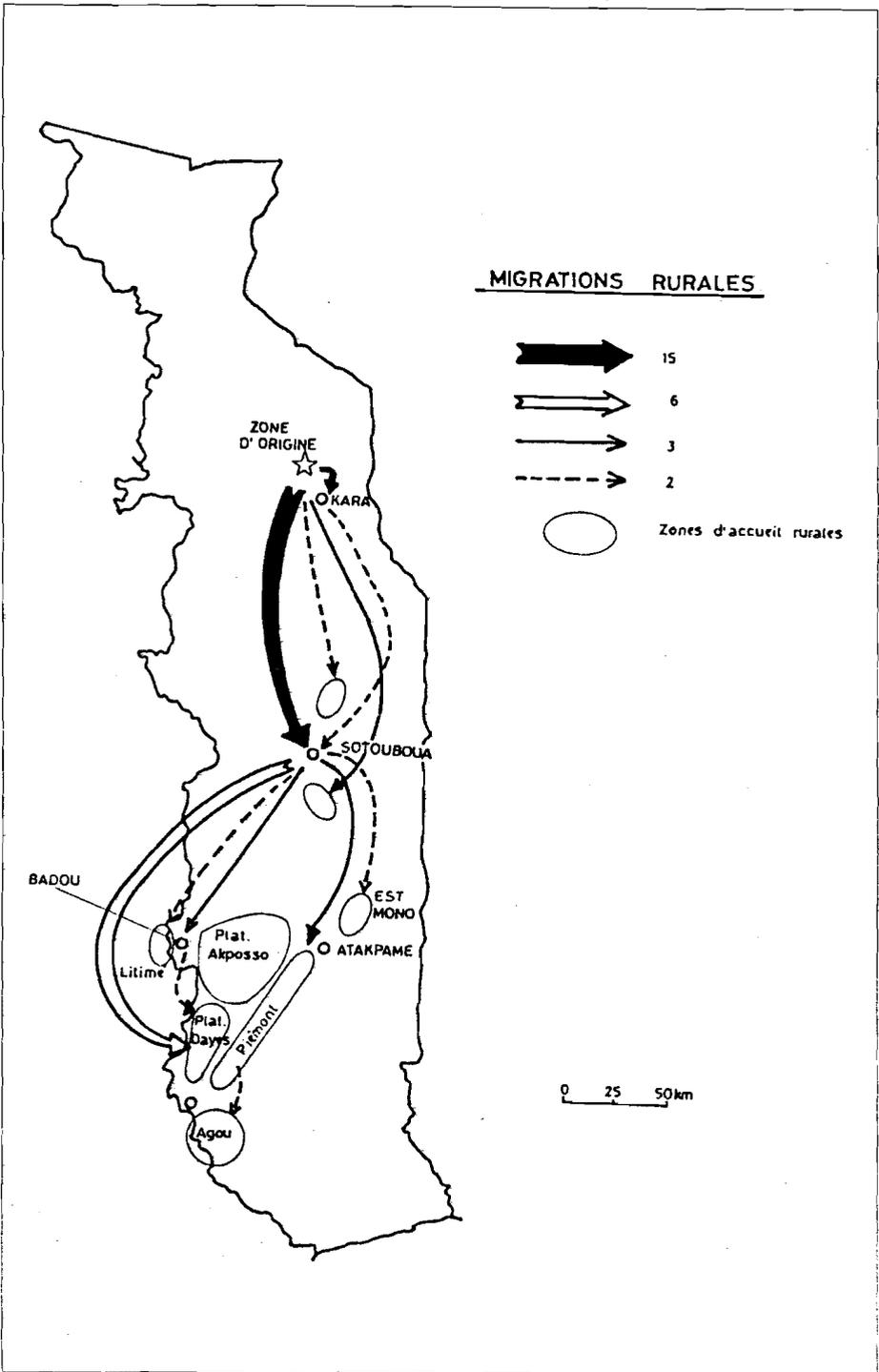
On notera l'absence totale, sur nos deux cents migrants, de Kara, la ville proche des villages d'origine, et de Lomé, qui regroupe tout de même le sixième de la population togolaise, mais qui, hormis la fonction publique, n'a guère attiré les migrants kabyè jusqu'ici. Sans doute la scolarisation massive changera-t-elle cela un jour.

(1) Un scolarisé de 24 ans, à Sotouboua, où avait migré son père.

(2) Situation classique chez les patrilinéaires, où la dot reçue pour la soeur a permis le mariage du frère. Les tantes hébergent plutôt leurs nièces.

(3) La plupart des gros bourgs ruraux ont un C.E.G ; les lycées sont dans les préfectures.

(4) De même, au Ghana, la ville de Ho, à 20 km au-delà de la frontière, chef-lieu de la zone cacaoyère de la Volta Région



Carte 2

### 3. LA PLACE DES VILLES DANS LES CHEMINEMENTS MIGRATOIRES

Tout le monde a beaucoup bougé avant de s'installer (provisoirement ?) dans sa localisation actuelle. Les encadreurs agricoles ont ainsi connu chacun de 2 à 4 affectations (d'une durée moyenne de 3,1 années pour les seuls séjours achevés, en 7 à 15 ans de carrière), les militaires et policiers de 1 à 5 (en 2 à 22 ans de carrière, soit une moyenne de 4,8 années par séjour achevé) ; les civils sont trop jeunes pour avoir déjà quitté leur première affectation.

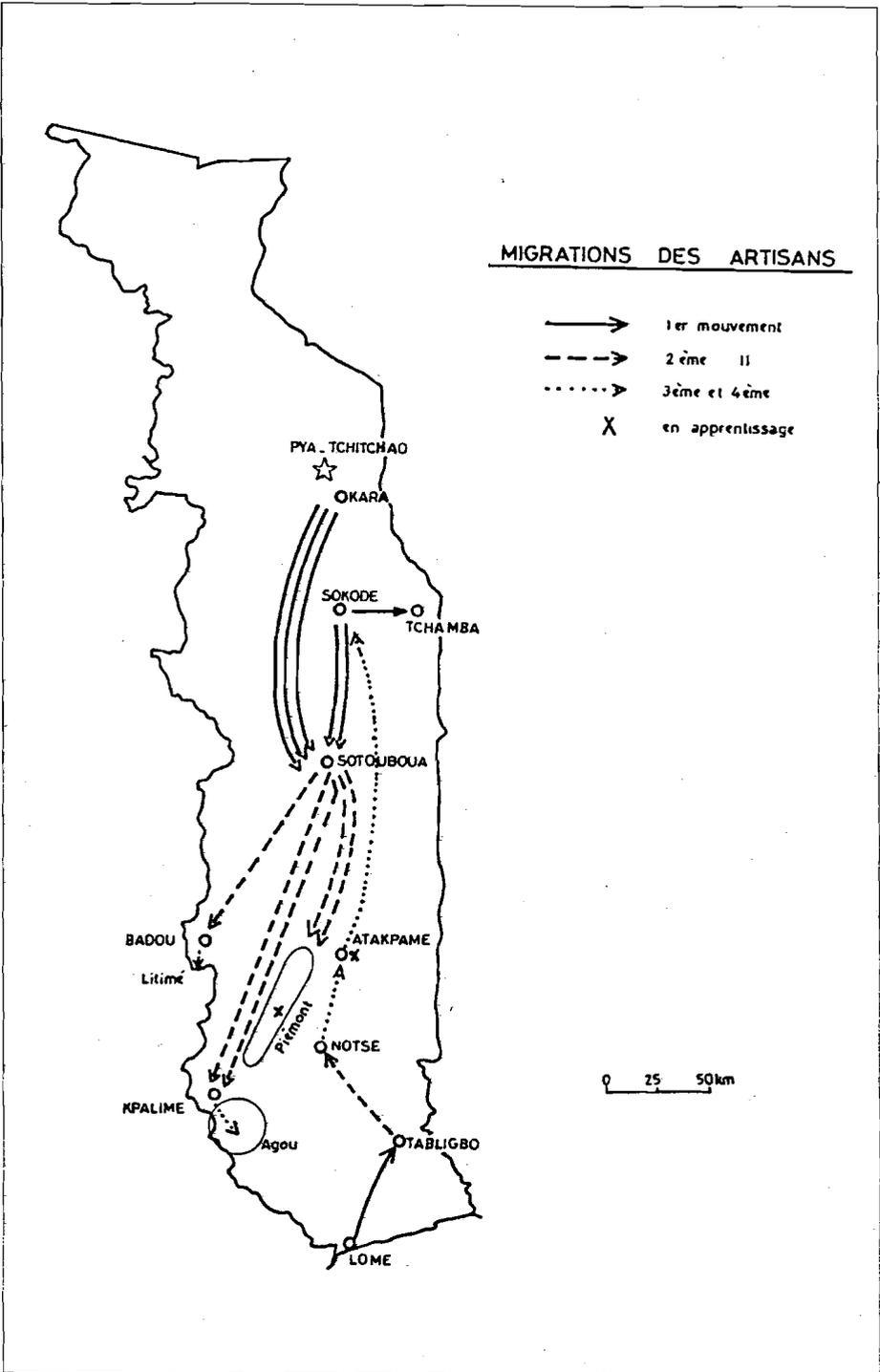
Les migrations des agriculteurs ont pu aussi connaître des étapes urbaines, d'autant plus qu'elles ont été fort compliquées : les 29 paysans actuels et 3 qui ont quitté par la suite l'agriculture (1) ont totalisé (en excluant les déplacements qu'ils avaient pu effectuer, enfants, en suivant leurs parents) 77 migrations : 2 se sont déplacés une seule fois, 14 deux fois, 13 trois fois et 2 quatre fois, soit en moyenne 2,5 mouvements chacun (carte 2).

Trois de ces déplacements sont allés des villages d'origine, Pya-Lao et Tchitchao, vers la ville voisine de Kara (pour y rester en moyenne 9 ans) et 15 vers le deuxième pôle d'attraction kabyè après Lomé : Sotouboua, dont on a déjà dit qu'il s'agit d'un gros bourg plus rural qu'urbain : même en y restant en moyenne 7 ans, nos paysans n'y sont, en vérité, pas devenus pour autant des citadins. De Sotouboua, ils sont repartis en petit nombre (3 cas) vers une autre ville à dominante rurale, Badou, et en masse vers d'autres zones réputées plus riches : le plateau de Dayes (6), le Piémont Kloto-Amou (3), le Litimé (2)... Badou non plus n'a guère retenu ses immigrants ruraux, qui sont repartis vers le reste de la plaine du Litimé, le plateau Akposso ou le plateau de Dayes... Les villes n'ont servi que deux fois à des paysans pour devenir autre chose : à Sotouboua, soldat (il suffit de signer un engagement), à Bassar, menuisier (il faut, là, suivre un apprentissage). La plupart des migrants agriculteurs ont donc traversé les villes sans s'y urbaniser.

Les artisans, par contre, ont tous - sauf un, resté dans un gros village du Piémont du Kloto - appris leur métier en ville : Kara (3 cas), Sokodé (3 également), Atakpamé (1 cas), Lomé (1, première apparition de la capitale dans ces cheminements). Ils ont commencé leur apprentissage entre 14 et 23 ans (2). Une fois celui-ci terminé, au bout de trois ou quatre ans, tous ont quitté plus ou moins vite le lieu de leur formation. Un n'a migré qu'une seule fois (vers Tchamba, où la concurrence ne doit guère être dure pour le soudeur qu'il est), 3 deux fois, 2 trois fois, 1 quatre fois, pour arriver donc, de petite ville en petite ville, trois fois en milieu urbain (Sokodé, Kpalimé et, on l'a vu, Tchamba, centre à peine urbain), quatre fois en milieu rural (Litimé, Agou et deux Piémont Kloto-Amou). Le mouvement général est, comme pour les paysans, de descente par étages, du Nord vers le Centre, du Centre vers les riches Plateaux de l'Ouest, mais avec des exceptions. Les villes, lieux de passage obligés, ne sont que pour moitié le lieu de destination finale, ou, du moins, actuelle (carte 3).

(1) Pour devenir artisan, soldat et encadreur agricole.

(2) En 1935, un paysan a commencé la menuiserie à 45 ans, un autre à 29 ans en 1950.



Carte 3

Enfin, les collégiens et lycéens de plus de 15 ans ont tous, sauf trois garçons et trois filles, quitté leurs parents immédiats pour aller suivre leurs études (1) entre 12 et 19 ans (59 % entre 13 et 14 ans, 22 % de 15 à 18 ans). Ce jeune âge explique le recours systématique à un tuteur, le plus souvent, on l'a dit, l'oncle maternel. La présence d'un tuteur potentiel a donc guidé le choix des destinations autant que la répartition des infrastructures scolaires (relativement homogènes à travers tout le pays), l'une et l'autre pouvant expliquer que, sur 28 garçons suivant (ou ayant fini) leur scolarité hors de chez eux, 4 aient changé de domicile une seconde fois et 1 une troisième. 7 sont donc passés par Kpalimé, 6 par Sokodé et Badou, 3 par Sotouboua, 1 par Tsévié, Bassar, Lomé, Notsé... et les autres par des C.E.G. de gros villages. Les migrations scolaires ne sont donc pas très différentes de celles des adultes : elles sont plus « citadines », par la force des choses, mais dans les mêmes régions (c'est-à-dire le Centre et surtout les Plateaux), parce que c'est là que sont les oncles qui peuvent les accueillir. Quitte à ce que, par la suite, les uns et les autres repartent, qui vers une autre ville, qui vers la campagne.

Au Togo, comme en général en Afrique de l'Ouest, la ville n'est qu'une étape, parmi d'autres, au cours de cheminements migratoires en zigzags. Mais, à travers ces apparentes errances spatiales, se tient ferme un fil conducteur : le rôle de la famille comme structure d'accueil. Rares, parmi nos migrants, sont ceux qui sont partis « à l'aventure » : la plupart ont rejoint un parent, plus ou moins proche, déjà installé, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain. Peut-on parler de timidité des migrants ? Plutôt d'un système très efficace, qui permet de rebondir d'accueil en accueil et donne, finalement, aux Kabyè cette mécanique migratoire exceptionnellement puissante (2).

---

(1) Aucun n'a encore atteint le supérieur, qui ne peut se faire qu'à Lomé (ou à l'étranger, avec une bourse).

(2) L'Afrique Centrale paraît assez sensiblement différente dans ce domaine, avec des villes « pièges », dont on ne ressort pas, à l'opposé des « villes-plaques tournantes » de l'Afrique de l'Ouest.